LA CREUSE

Avec vous au quotidien

changement climatique
biodiversité
épanouissement
cohésion sociale
consommation

Rapport « développement durable » 2014

LA CREUSE
LE DEPARTEMENT

1 CHANGEMENT CLIMATIQUE
« La lutte contre le changement climatique et la protection de l'atmosphère » P. 6

2 BIODIVERSITÉ
« La préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources » P. 11

3 ÉPANOUISSEMENT
« L'épanouissement de tous les êtres humains » P. 19

4 COHÉSION SOCIALE
« La cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations » P. 25

5 CONSOMMATION
« Les dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables » P. 31

1
CHANGEMENT CLIMATIQUE
2
BIODIVERSITÉ
DD
3
ÉPANOUISSEMENT
4
COHÉSION SOCIALE
5
CONSOMMATION

Le rapport « développement durable » 2014

CE RAPPORT COUVRE LE FONCTIONNEMENT INTERNE ET LES POLITIQUES TERRITORIALES. TOUS LES SERVICES DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL ONT ÉTÉ ASSOCIÉS À L'ÉLABORATION DU RAPPORT DE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU TRAVERS DU CODIR (COMITÉ DE DIRECTION) DANS UN PREMIER TEMPS PUIS PAR ENTRETIEN ENTRE COMQ (CELLULE ORGANISATION, MÉTHODE ET QUALITÉ) ET L'ENSEMBLE DES SERVICES DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL.

CE RAPPORT A ÉTÉ ÉLABORÉ DE FAÇON À ILLUSTRER PAR DES EXEMPLES LA CONTRIBUTION DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL AUX 5 FINALITÉS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET LA PRISE EN COMPTE DES 5 ÉLÉMENTS DÉTERMINANTS D'UNE DÉMARCHE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.

LES ÉLÉMENTS COLLECTÉS PERMETTENT D'IDENTIFIER DES PISTES D'AMÉLIORATION DES PRATIQUES DANS LA PRISE EN COMPTE CONCOMITANTE ET DE FAÇON COHÉRENTE DES 5 FINALITÉS, COMME POUR LE DÉPLOIEMENT DES 5 ÉLÉMENTS DÉTERMINANTS DE LA DÉMARCHE.

LES CINQ FINALITÉS D'UNE DÉMARCHE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE :

1. Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère ;
2. Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources ;
3. Epanouissement de tous les êtres humains ;
4. Cohésion sociale et solidarité entre territoires et entre générations ;
5. Dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables.

LES CINQ ÉLÉMENTS DÉTERMINANTS D'UNE DÉMARCHE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE :

1. La participation de la population et des acteurs : elle repose sur l'intérêt commun qu'ont les acteurs pour le devenir de leur territoire et les conditions d'un mieux vivre ensemble.
2. L'organisation du pilotage : il s'agit de prendre les décisions en s'appuyant sur la consultation des acteurs du territoire. Le pilotage doit permettre d'organiser l'expression des différents intérêts des parties prenantes et les modalités de choix ou de propositions.
3. La transversalité de la démarche : d'une part recherche concomitante de l'efficacité économique, du progrès social, de la protection de l'environnement et d'autre part coordination efficace des services et institutions intervenant dans le projet.
4. L'évaluation : elle donne de la cohérence à la démarche. Elle en vérifie la progression et permet de se projeter dans l'avenir.
5. Une stratégie d'amélioration continue : des objectifs clairs (chiffrés si possible) respectant les capacités de faire des acteurs mais aussi hiérarchisés, avec une notion de progressivité, sont fixés.

Références : Décret n° 2011-687 du 17 juin 2011 relatif au rapport sur la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales.

« Premiers éléments méthodologiques pour l'élaboration du rapport sur la situation en matière de développement durable à l'usage des collectivités territoriales et EPCI à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants », Commissariat général au développement durable, juin 2012.

1

CHANGEMENT CLIMATIQUE

« LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA PROTECTION DE L'ATMOSPHÈRE »

Favoriser l'efficience énergétique des bâtiments de la collectivité

ACTION 1

•Elaboration d'un Schéma Directeur des bâtiments départementaux à Guéret dont les principaux enjeux sont l'optimisation et la rationalisation de l'occupation des bâtiments et l'amélioration de la performance énergétique
•Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI) de 13 M€ sur 6 à 8 ans visant à rassembler les services départementaux présents sur Guéret sur 5 grands sites

ACTION 2

•Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI) dans les collèges
•Réfection des toitures-terrasses, remplacement des menuiseries extérieures, MO Bilan thermique et chaufferie

ACTION 3

•Raccordement de certains bâtiments départementaux et collèges au réseau de chaleur de la Ville de Guéret

CHIFFRES CLÉS

•6 réfections de toitures-terrasses dans les collèges en 2013 et 2014
•14 MO Bilan thermique et chaufferie programmés dans les collèges en 2015

BUDGET 2014

•Crédits de paiement de 2 362 000 € en 2014 pour le PPI Collèges

PARTENAIRES

•Collèges, SDEC, Ville de Guéret

ELÉMENTS DE DÉMARCHE PRIS EN COMPTE

•Pilotage, évaluation, amélioration continue

PCET

ACTION 1
•Diagnostics Collectivité et Territoire réalisés au 1er semestre 2014 (bilan carbone) avec l'aide d'un bureau d'études

ACTION 2
•Proposition d'un plan d'actions

CHIFFRES CLÉS
•27 fiches actions prises en charge dans 8 projets de l'Agenda 21
•Les déplacements représentent 34% des émissions de gaz à effet de serre
•Les immobilisations représentent 36% des émissions de gaz à effet de serre (dont 91% correspondent à la voirie), les consommations de chauffage et d'énergie du parc de bâtiments du département 8% (dont 52% correspondent aux collèges)

BUDGET 2014
•57 384 € pour les prestations du bureau d'études H3C Energies (diagnostic)
•3 550 € pour la formation biomasse

PARTENAIRES
•SDEC, ADEME, Bureau d'études

ELÉMENTS DE DÉMARCHE PRIS EN COMPTE
•Pilotage, transversalité, participation des acteurs, évaluation, amélioration continue

1

CHANGEMENT CLIMATIQUE

« LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA PROTECTION DE L'ATMOSPHÈRE »

1

CHANGEMENT CLIMATIQUE

« LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA PROTECTION DE L'ATMOSPHÈRE »

Un réseau de transports en commun accessible à tous les Creusois

ACTION 1

•Le réseau TransCreuse propose 21 lignes régulières pour un tarif à 2 € le voyage

ACTION 2

•Les autocars utilisés pour les transports scolaires sont plus récents que ce qui est requis par la réglementation : impact positif sur la consommation en carburant et sur les émissions de CO2

CHIFFRES CLÉS

•425 700 voyages par an
•26 services de transport à la demande organisés par 4 Communautés de communes et 10 communes

BUDGET 2014

•1 246 398 € pour la délégation de service public TransCreuse ; 6 824 346 € pour les transports scolaires (montant net)

PARTENAIRES

•AO2, Sociétés de transports

ELÉMENTS DE DÉMARCHE PRIS EN COMPTE

•Coordination des acteurs

Encourager le covoiturage

ACTION 1
•Aménagement de quatre aires de covoiturage le long des principaux axes routiers du département

ACTION 2
•Création d'un site internet dédié le 26/11/12

CHIFFRES CLÉS
Au 20 mars 2015, depuis la création du site internet :
•497 abonnés
•627 annonces déposées
•754 mises en relation

BUDGET 2014
•0 € en 2014 mais 130 000 € en 2012 (Aire du "Trois et demi") et 100 000 € en 2013 (Aire de St-Vaury)
•Budget 2015 de 100 000 € pour l'Aire de "Pierre Blanche" programmée fin 2015

PARTENAIRES
•Société Ecolutis, Plate-forme Mobilimousin, Intermarché à Guéret, Carrefour Market à Gouzon

ELÉMENTS DE DÉMARCHE PRIS EN COMPTE
•Participation des acteurs, transversalité, évaluation

1

CHANGEMENT CLIMATIQUE

« LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA PROTECTION DE L'ATMOSPHÈRE »

1

CHANGEMENT CLIMATIQUE

« LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA PROTECTION DE L'ATMOSPHÈRE »

Autoriser le télétravail un jour par semaine lorsque les missions le permettent

La Charte du Télétravail, adoptée en juin 2012, énonce les règles du télétravail dans la collectivité. La demande de télétravail est soumise à l'appréciation du supérieur hiérarchique. Elle est ensuite examinée en Comité de Direction qui décide de l'accepter ou non. Chaque télétravailleur est équipé au minimum d'un ordinateur portable.

BUDGET 2014

•1 076 € TTC

CHIFFRES CLÉS

•19 télétravailleurs dont 15 travaillent à domicile et 4 sur des sites du Conseil Départemental (Maison du Département d'Auzances, UTAS d'Aubusson, UTAS de Boussac)

ELÉMENTS DE DÉMARCHE PRIS EN COMPTE

•Participation des acteurs, évaluation

Promouvoir la Réserve Naturelle de l'Etang des Landes

ACTION 1

•Inauguration de la Maison de la Réserve en juillet 2014 et nouveau plan de gestion de la Réserve 2014-2018

ACTION 2

•Mise en œuvre d'actions piscicoles pour améliorer la qualité de l'eau, vidange partielle de l'étang à l'automne 2014 réalisée par les agents du Département

ACTION 3

•Vote par l'Assemblée Départementale du projet de réalisation d'un Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles (ENS). Trois ENS déjà identifiés : Réserve naturelle, Bassin de Gouzon, Gorges de la Tarde-Vallée du Cher (sites Natura 2000)

CHIFFRES CLÉS

•11 000 espèces recensées à la Réserve, dont 108 espèces faunistiques et 57 espèces végétales protégées à enjeu national
•Entre 20 000 et 25 000 visiteurs par an dont 9 000 sont entrés dans la Maison de la Réserve
•26 tonnes de poissons collectées lors de la vidange dont 11,5 tonnes de poissons nobles valorisées

BUDGET 2014

•Solde Travaux Maison de la Réserve : 423 700 €
•Travaux sur terrains : 75 000 €
•Travaux de génie écologique : 16 000 €

PARTENAIRES

•Etat, Région, Union Européenne, CEN Limousin, Communes, Eleveurs, Agences de l'Eau, MISEN, Bureau des Milieux Terrestres, ONF, Jeunes Agriculteurs de la Creuse, Conservatoire du littoral, Associations de protection de l'environnement (SEPOL, GMHL), PNR Millevaches

ELÉMENTS DE DÉMARCHE PRIS EN COMPTE

•Pilotage (Gouvernance réglementaire de la Réserve par le biais du Comité Consultatif), participation des acteurs, évaluation

2

BIODIVERSITÉ

« LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ, LA PROTECTION DES MILIEUX ET DES RESSOURCES »

2

BIODIVERSITÉ

« LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ, LA PROTECTION DES MILIEUX ET DES RESSOURCES »

Préserver les milieux aquatiques

ACTION 1
•Optimisation de la gestion des données du réseau de mesure de la qualité des eaux superficielles du Département

ACTION 2
•Mise en œuvre du Schéma départemental de gestion des milieux aquatiques

ACTION 3
•Projet d'obtention du label "Site Rivière Sauvage" : finalisation en 2015 du programme d'actions pour obtention du label

CHIFFRES CLÉS
•24 045 € pour l'acquisition, la maintenance et la formation au logiciel AXIONE pour la gestion des données du réseau
•attribution de subventions de 42 752 € en investissement et 16 727 € en fonctionnement pour le Schéma Milieux Aquatiques
•5 250 € TTC en frais d'études et 10 069 € TTC en frais d'analyses pour le projet de label.

BUDGET 2014
•Solde Travaux Maison de la Réserve : 423 700 €
•Travaux sur terrains : 75 000 €
•Travaux de génie écologique : 16 000 €

PARTENAIRES
•Agence de l'Eau Loire Bretagne, structures intercommunales (Communautés de communes, Syndicats, SIVOM), AGHYC, Cabinet GeoHyd, ERN France, CEN Limousin, Fédération de Pêche), ONEMA, PNR Millevaches, Jeunes Agriculteurs de la Creuse, particuliers, DISC, LDA23

ELÉMENTS DE DÉMARCHE PRIS EN COMPTE
•Transversalité (partenariat avec la Direction de l'Informatique et des Systèmes de Communication (DISC) pour le SIG Milieux Aquatiques) ; Instauration d'un Comité de Pilotage avec les partenaires du projet de label "Site Rivière Sauvage"

Des pratiques durables pour l'entretien des routes et de leurs abords

ACTION 1

Programme d'élagage départemental :
•Concertation continue avec le collectif d'associations de protection de la nature et du paysage
•Formation/information des personnels des Unités Techniques Territoriales et du Parc Départemental sur les techniques d'élagage
•Adaptation des techniques d'élagage avec emploi d'une pince élagueuse puis finitions avec une nacelle
•Expérimentation et politique de valorisation des produits de l'élagage

ACTION 2

•Programme pluriannuel de couverture des silos à sels de déneigement dans les centres d'exploitation

ACTION 3

•Fauchage raisonné et interdiction d'utilisation de produits phytocides actés dans le cadre du Plan Intervention Végétation

ACTION 4

•Ouverture à variantes des marchés « travaux neufs » de projets routiers avec incitation à proposer des techniques respectueuses de l'environnement (enrobés tièdes, réutilisation des matériaux, agrégats d'enrobés, ...)

BUDGET 2014

•1 038 000 € pour le Plan Intervention Végétation
•15 000 € à 20 000 € par silo à sel

PARTENAIRES

•Entreprises de travaux publics, Collectif d'associations de protection de la nature et du paysage, CAUE

ELÉMENTS DE DÉMARCHE PRIS EN COMPTE

•Participation des acteurs, amélioration continue

2

BIODIVERSITÉ

« LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ, LA PROTECTION DES MILIEUX ET DES RESSOURCES »

2 BIODIVERSITÉ

« LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ, LA PROTECTION DES MILIEUX ET DES RESSOURCES »

Valorisation des déchets ménagers

ACTION 1
•Soutien aux actions des EPCI en matière de gestion et de prévention des déchets

ACTION 2
•Mise en œuvre du Plan Départemental de Prévention des Déchets de la Creuse

CHIFFRES CLÉ
•Exemple d'animation du Plan de Prévention : Troc tes Trucs 2014 : 34 participants/ 258 kg d'objets collectés et troqués

BUDGET 2014
•113 584 € en subventions d'investissement et 13 553 € en subventions de fonctionnement aux EPCI
•4 330 € pour les dépenses de formation et animations pour la mise en œuvre du Plan de Prévention

PARTENAIRES
•ADEME, Syndicat Mixte d'Etudes pour la gestion des Déchets Ménagers en Creuse, EVOLIS 23, EPCI

ELÉMENTS DE DÉMARCHE PRIS EN COMPTE
•Comité de pilotage mis en place avec les partenaires

Soutenir des pratiques durables pour l'entretien et le balisage des chemins de randonnée

ACTION 1

•Gestion raisonnée de la biodiversité présente autour des chemins, nouvelles exigences dans le cahier des clauses techniques particulières lors du renouvellement en 2014 du marché public pour l'entretien et le balisage des chemins de randonnée

ACTION 2

•Actualisation et refonte du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) : classement des itinéraires en 4 catégories sur la base d'une grille d'évaluation - Les chemins obtenant une note supérieure à 15/20 se voient décerner le label Qual'iti Creuse. Promotion via notamment le site internet dédié à la randonnée : http://www.rando-loisirs-creuse.com

ACTION 3

•Finalisation et communication de la Charte Départementale de la Randonnée

CHIFFRES CLÉS

•1 701 km d'itinéraires balisés
•2 000 km inscrits au Plan Départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR)
•365 km d'itinéraires véloroutes aménagés et entretenus par le Conseil Départemental (dont 261 km inscrits au Schéma national)

BUDGET 2014

•145 000 € pour l'entretien et le balisage des chemins de randonnée

PARTENAIRES

•Communes, entreprises privées et associations titulaires des marchés à bons de commande adaptés pour l'entretien et le balisage. Fédérations du secteur de la randonnée (pédestre, cyclotourisme, cyclisme, UFOLEP, équitation), ADRT

ELÉMENTS DE DÉMARCHE PRIS EN COMPTE

•Animation, évaluation

La réalisation des marchés publics entretiens/balisages est vérifiée chaque année par sondage par les agents du service.
L'actualisation du PDIPR dans la démarche qualité adoptée par l'Assemblée est en cours. Elle s'effectue en lien avec les partenaires du secteur. La sortie de la Charte Départementale de la Randonnée permet de préciser aux acteurs la politique menée par la collectivité et le cadre juridique/organisationnel.
Des conventions de partenariats sont signées chaque année avec les comités départementaux de randonnée pédestre et cyclotourisme pour accompagner le développement des pratiques et des aménagements.

2

BIODIVERSITÉ

« LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ, LA PROTECTION DES MILIEUX ET DES RESSOURCES »

2

BIODIVERSITÉ

« LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ, LA PROTECTION DES MILIEUX ET DES RESSOURCES »

Encourager l'éducation à l'environnement et au développement durable

ACTION 1

•Partenariat avec le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement des Pays Creusois (Programme d'actions annuel prévu dans la convention cadre signée le 31/01/2012)

ACTION 2

•Animations pour les scolaires (du primaire au lycée) sur le temps scolaire. L'Etang des Landes fait partie du dispositif « Collège au Patrimoine »
•Programme d'animations tous publics, notamment dans le cadre des « Rendez-vous Nature »

ACTION 3

•Cycle « films nature » à Guéret en partenariat avec le cinéma Le Sénéchal

CHIFFRES CLÉS

•66 animations en 2014, 1 497 participants dont 14 classes (395 élèves)
•3 films nature projetés en 2014 + 1 cycle de courts métrages

BUDGET 2014

•Subvention de 22 000 € au CPIE
•2 000 € pour les Rendez-vous Nature

PARTENAIRES

•Réserve Naturelle de l'Etang des Landes, Education Nationale, CPIE Pays Creusois, Centre Départemental de Documentation Pédagogique de la Creuse, CAUE

ELÉMENTS DE DÉMARCHE PRIS EN COMPTE

•Pilotage, transversalité, participation des acteurs, amélioration continue

Aide à l'acquisition de matériel en agriculture biologique

ACTION
•Le Département subventionne l'acquisition, par les agriculteurs certifiés AB ou en cours de certification, de matériel spécifique à ce mode de production, contribuant ainsi à la préservation des sols, de l'eau et de la biodiversité

CHIFFRES CLÉS
•5 bénéficiaires de l'aide en 2014

BUDGET 2014
•8 565 €

PARTENAIRES
•Chambre d'agriculture de la Creuse

ELÉMENTS DE DÉMARCHE PRIS EN COMPTE
•Transversalité

2

BIODIVERSITÉ

« LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ, LA PROTECTION DES MILIEUX ET DES RESSOURCES »

2

BIODIVERSITÉ

« LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ, LA PROTECTION DES MILIEUX ET DES RESSOURCES »

Mise en place de plans de gestion de haies

ACTION

•Cette action a pour but de développer l'utilisation du bois bocager pour le paillage des animaux ou la production d'énergie

BUDGET 2014

•4 500 €

PARTENAIRES

•Agriculteurs intéressés par la démarche et Chambre d'agriculture de la Creuse, dans le cadre de la convention signée avec le Conseil Départemental

ELÉMENTS DE DÉMARCHE PRIS EN COMPTE

•Participation des acteurs, transversalité

Soutenir des activités et programmations culturelles et artistiques diverses sur l'ensemble du territoire

ACTION 1

•Appui financier aux programmations des centres culturels de Guéret, La Souterraine et Aubusson

ACTION 2

•Enseignements artistiques (musique, théâtre) dans les 9 antennes du Conservatoire départemental Emile Goué

CHIFFRES CLÉS

•757 élèves inscrits au Conservatoire Emile Goué en 2014, 21 disciplines
•9 664 spectateurs + 2 923 participants aux actions périphériques (stages ateliers rencontres...) au Centre Culturel Jean Lurçat à Aubusson
•11 920 spectateurs au Centre Culturel Yves Furet à La Souterraine, 64 abonnements
•17 872 entrées à La Fabrique à Guéret, 104 abonnements (Saison 2013/2014)

BUDGET 2014

•261 580 € pour les aides aux politiques culturelles
•1 757 287 € pour le Conservatoire Emile Goué

PARTENAIRES

•Centre Culturel et Artistique Jean Lurçat à Aubusson, Centre Culturel Yves Furet à La Souterraine, La Fabrique à Guéret, Conservatoire Emile Goué, DRAC Limousin, Conseil Régional, Communes et EPCI

ELÉMENTS DE DÉMARCHE PRIS EN COMPTE

•Participation des acteurs

3

ÉPANOUISSEMENT

« L'ÉPANOUISSEMENT DE TOUS LES ÊTRES HUMAINS »

3 ÉPANOUISSEMENT

« L'ÉPANOUISSEMENT DE TOUS LES ÊTRES HUMAINS »

Favoriser la pratique sportive au collège

ACTION 1
•Location d'équipements sportifs et Plan Piscines

ACTION 2
Organisation de la rencontre sportive inter-collèges :
•Mise en place du tri sélectif sur le site
•Goûters éco-responsables offerts aux participants (produits locaux, gobelets réutilisables)
•Mutualisation des transports (adaptation des circuits)

ACTION 3
•Sections sportives au collège : ouverture – en moyenne - d'une section sportive par rentrée scolaire depuis 2006 en Creuse / Projet partenarial (collège, Conseil Départemental, Etat, Ligue, Comité Départemental, club, médecin référent, commune) / 176 collégiens (dont 80 filles) concernés pour l'année scolaire 2014/2015 avec un taux de licences en club proche des ¾ des effectifs / Pour la rentrée scolaire 2015-2016 : 11 sections sportives en collèges

CHIFFRES CLÉS
•Tous les élèves de 6ème, soit 1 075 individus, ont bénéficié de sorties à la piscine (année scolaire 2014/2015)
•15 collèges en 2014, soit 140 enfants, ont participé à la rencontre inter-collèges, co-organisée par le Comité Départemental Olympique et Sportif et le Conseil Général des Jeunes en partenariat avec 12 autres Comités départementaux partenaires

BUDGET 2014
•50 000 € pour le plan piscines et 95 000 € pour la location d'équipements sportifs / Budget rencontre sportive inter-collèges : 3 825 € (dont 1 771 € de transports)

PARTENAIRES
•Collèges, Communautés de Communes et communes, (installations sportives pour la pratique), Etat (rectorat + DDCSPP 23), mouvement sportif (Ligues, comités départementaux, clubs), médecin référent (sections sportives).

ELÉMENTS DE DÉMARCHE PRIS EN COMPTE
•Pilotage, participation des acteurs, évaluation.

Un comité de pilotage réunissant l'ensemble des acteurs se réunit chaque année pour effectuer l'évaluation du fonctionnement de chaque section sportive. Les rencontres sportives inter-collèges donnent lieu à plusieurs réunions de préparations (commissions avec les élus jeunes ou avec les partenaires) et d'évaluation/bilan.

Développer le goût de la lecture dès le plus jeune âge

ACTION 1
•Les journées départementales du livre jeunesse "Mômes à la Page"
•Festival Coquelicontes
•Opération "Mon premier livre"

ACTION 2
•Accompagnement des projets de création de nouveaux locaux de bibliothèques et mise en place de réseaux inter-communaux de bibliothèques

CHIFFRES CLÉS
•4 240 spectateurs pour le festival Coquelicontes
•948 élèves accueillis aux journées "Mômes à la Page"
290 entrées à la journée tous publics
•5 nouvelles bibliothèques (Bussière-Dunoise, Crocq, Fresselines, Naillat et Saint-Laurent)

BUDGET 2014
•23 280 € pour Coquelicontes et "Mômes à la Page"
•48 000 € pour l'équipement de bibliothèques, médiathèques

PARTENAIRES
•Communes et communautés de communes, DRAC, Education Nationale, Centre Régional du Livre, Bibliothèques départementales de prêt de la Corrèze et de la Haute-Vienne

ELÉMENTS DE DÉMARCHE PRIS EN COMPTE
•Pilotage, transversalité, participation des acteurs

3

ÉPANOUISSEMENT

« L'ÉPANOUISSEMENT DE TOUS LES ÊTRES HUMAINS »

3 ÉPANOUISSEMENT

« L'ÉPANOUISSEMENT DE TOUS LES ÊTRES HUMAINS »

Renforcer l'offre éducative de proximité pour tous les enfants

ACTION 1
•Soutenir la mise en place de projets éducatifs de territoire (réforme des Contrats Educatifs Locaux, des dispositifs d'aide à la parentalité et d'accompagnement à la scolarité)

ACTION 2
•Veiller à l'inclusion des enfants handicapés dans le dispositif de droit commun

CHIFFRES CLÉS
•37 associations ont été subventionnées sur tout le territoire creusois

BUDGET 2014
•58 197 € pour le projet "animation, éducation, et territoire"

PARTENAIRES
•Etat, Communes et communautés de communes, Structures organisatrices d'activités socio-culturelles et sportives, Associations du secteur du Handicap

ELÉMENTS DE DÉMARCHE PRIS EN COMPTE
•Participation des acteurs

Soutien aux associations du territoire, y compris au travers des emplois associatifs

ACTION

•Projet de création d'une maison des associations et des sports

CHIFFRES CLÉS

•154 « Emplois d'initiative associative » soutenus

BUDGET 2014

•Budget associations culturelles : 488 271 €
•Budget associations sportives : 472 669 €
•Budget associations Enseignement : 124 013 €
•Budget associations Jeunesse : 332 110 €
•Budget associations Agriculture : 107 925 € (hors GDS et Chambre d'Agriculture)
•Budget associations Aménagement et environnement : 35 100 €
•Budget associations Economie : 6 670 €
•Budget associations Tourisme : 1 074 998 € (dont 1 021 700 € pour l'ADRT)
•Budget autres associations : 169 162 € (Autres interventions sociales), 9 200 € (Sécurité), 4 630 € (Communication), 5 000 € (Coopération décentralisée)
•Budget associations Enfance Famille : 50 000 €
•Budget associations Patrimoine : 12 848 €
•Emplois associatifs : 383 062 €

(Source : Compte Administratif 2014 : Montants alloués)

PARTENAIRES

•Conseil régional (Emplois associatifs)

ELÉMENTS DE DÉMARCHE PRIS EN COMPTE

•Participation des acteurs, évaluation

3

ÉPANOUISSEMENT

« L'ÉPANOUISSEMENT DE TOUS LES ÊTRES HUMAINS »

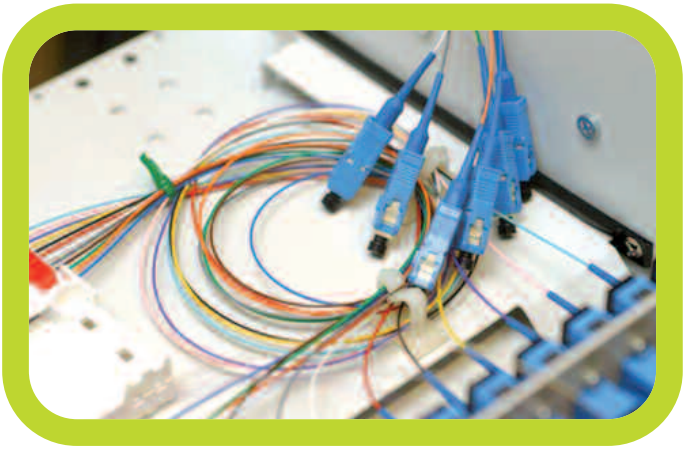
UNION EUROPEENNE

l'Europe s'engage en France avec le FEDER

3

ÉPANOUISSEMENT

« L'ÉPANOUISSEMENT DE TOUS LES ÊTRES HUMAINS »



Faciliter l'accès aux nouvelles technologies sur l'ensemble du territoire et lutter activement contre toute fracture territoriale

ACTION 1

•Déployer le très haut débit, grâce notamment à la fibre optique dans les chefs-lieux de cantons et le raccordement de sites publics et privés.

ACTION 2

•Création de zones d'activités durables avec un raccordement au haut et très haut débit

CHIFFRES CLÉS

Les travaux, répartis sur 36 communes et sept communautés de communes, permettront d'ici mi 2016 de réaliser :

• la montée en débit (5 Mbps minimum) de près de 3 800 lignes d'abonnés situées en zones blanches résiduelles ou disposant d'un débit ADSL < 1 Mbps

• le déploiement d'environ 1 400 prises très haut débit réparties sur quatre communes, Bourganeuf, Faux-Mazuras, Masbaraud-Mérignat et Mainsat

• mais aussi de relier à la fibre 8 nouveaux centraux téléphoniques en Creuse

BUDGET 2014

•Adhésion au Syndicat Mixte DORSAL : 74 188 €

•Subventions d'équipement versées à DORSAL : 300 000 €

PARTENAIRES

•Participation des acteurs, pilotage, évaluation

ELÉMENTS DE DÉMARCHE PRIS EN COMPTE

•DORSAL, Union Européenne (FEDER), Etat (SGAR), Conseil régional, Communautés de communes

Améliorer les conditions de logement des personnes les plus défavorisées

ACTION 1

•Mise en œuvre du Plan Départemental d'Aide au Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD) 2013-2017, au travers notamment la mobilisation du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) et de l'Accompagnement Social Lié au Logement

ACTION 2

•Programme d'Intérêt Général : Contrat local d'engagement de lutte contre la précarité énergétique 2014-2017, en partenariat avec l'ANAH

CHIFFRES CLÉS

•2 093 aides FSL accordées en 2014
•311 mesures ASLL prescrites, 7 bénéficiaires de l'aide Programme d'Intérêt Général (PIG) Sortie d'insalubrité

BUDGET 2014

•Fonds Solidarité Logement : 770 000 €
•Programme d'Intérêt Général : Contrat local d'engagement de lutte contre la précarité énergétique : 50 000 € consacrés à la rénovation du parc privé et 160 000 € consacrés à la rénovation du parc public

PARTENAIRES

•Creusalis, DDT, ANAH

ELÉMENTS DE DÉMARCHE PRIS EN COMPTE

•Transversalité

4

COHÉSION SOCIALE

« LA COHÉSION SOCIALE ET LA SOLIDARITÉ ENTRE LES TERRITOIRES ET LES GÉNÉRATIONS »

4

COHÉSION SOCIALE

« LA COHÉSION SOCIALE ET LA SOLIDARITÉ ENTRE LES TERRITOIRES ET LES GÉNÉRATIONS »

Favoriser le maintien à domicile

ACTION 1
•Poursuite de la diffusion des packs domotiques et enrichissement de l'offre de services (tablette numérique, cahier de liaison, télégestion)

ACTION 2
•Mise en œuvre du plan de modernisation du secteur de l'aide à domicile (télégestion), prévu dans le Schéma des Personnes en Perte d'Autonomie

CHIFFRES CLÉS
•Plus de 1 000 packs domotiques installés au 31/12/2014
•103 aides à domicile formées
•94 aides à domicile tutorées lors de leur prise de poste

BUDGET 2014
•Déploiement des packs domotiques : 259 967 €
•Subvention au délégataire Domo Creuse Assistance : 145 293 €
•Plan de modernisation de l'aide à domicile : 101 517 €

PARTENAIRES
•Domo Creuse Assistance, Associations d'aides à domicile

ELÉMENTS DE DÉMARCHE PRIS EN COMPTE
•Evaluation partagée

Soutenir les projets innovants d'habitat alternatif pour l'hébergement des personnes en perte d'autonomie (regroupement de familles d'accueil, petites unités de vie)

ACTION 1
•Regroupement de familles d'accueil à La Celle-Dunoise et à Saint-Pardoux-Morterolles

ACTION 2
•Petite unité de vie à Crocq-Mérinchal dans le cadre du Pôle d'Excellence Rural

ACTION 3
•Projet Ti-Hameau à La Souterraine

CHIFFRES CLÉS
•4 familles d'accueil pour 12 places dédiées aux personnes en perte d'autonomie
•Entre 10 et 15 logements créés dans le cadre de l'opération Crocq-Mérinchal
•8 logements pour personnes lourdement handicapées parmi 20 logements classiques dans le cadre du projet Ti-Hameau

BUDGET 2014
•94 000 €

PARTENAIRES
•Creusalis, EDF, Legrand, Chambre des Métiers et des Artisans, CODERPA

ELÉMENTS DE DÉMARCHE PRIS EN COMPTE
•Participation des acteurs

4

COHÉSION SOCIALE

« LA COHÉSION SOCIALE ET LA SOLIDARITÉ ENTRE LES TERRITOIRES ET LES GÉNÉRATIONS »

4

COHÉSION SOCIALE

« LA COHÉSION SOCIALE ET LA SOLIDARITÉ ENTRE LES TERRITOIRES ET LES GÉNÉRATIONS »

Développer une Ingénierie territoriale au service des communes et EPCI

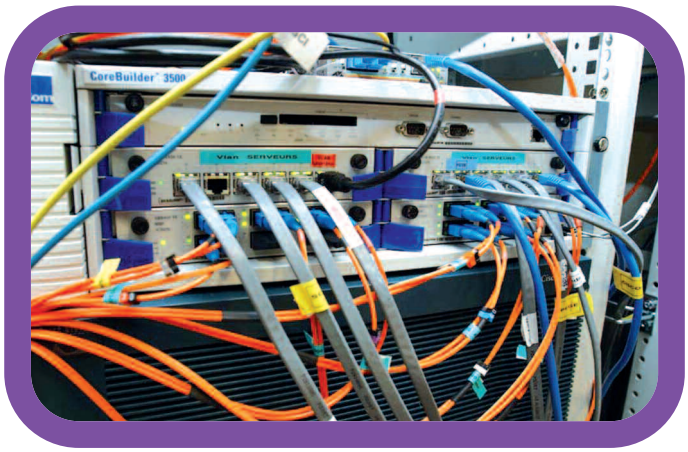
ACTION
•Soutien à l'ingénierie territoriale à travers les contrats de territoire
•Aides financières contractualisées en faveur des postes de chef de projet Pays, des postes thématiques

CHIFFRES CLÉS
•14 postes financés en 2014

BUDGET 2014
•137 000 €

PARTENAIRES
•Pays, Communes, EPCI, Région Limousin

ELÉMENTS DE DÉMARCHE PRIS EN COMPTE
•Pilotage commun dans le cadre d'un partenariat avec la Région Limousin qui cofinance ces postes - Transversalité des approches propres au développement territorial



Participer au développement des outils de communication numériques sur l'ensemble du territoire

ACTION

•Schéma Directeur d'Aménagement Numérique : arrivée de la fibre optique d'ici mi-2015 dans les chefs-lieux de cantons
•Dès 2014, la prise en compte des projets les plus avancés a permis de répondre aux attentes de plusieurs entreprises (Atulam, CCBE, Codechamp, les Comtes de la Marche, Cosylva, Nataquashop,...) qui souhaitaient être raccordées directement à la fibre optique

CHIFFRES CLÉS

•7 100 foyers, structures publiques ou privées raccordées à l'internet grâce au réseau DORSAL dont 1 340 foyers par le Wimax répartis sur près de 150 communes

BUDGET 2014

•300 000 €

PARTENAIRES

•Syndicat Mixte DORSAL, Opérateurs, Etat, Région, Union Européenne

ELÉMENTS DE DÉMARCHE PRIS EN COMPTE

•Transversalité, participation des acteurs, pilotage, évaluation

UNION EUROPEENNE

l'Europe s'engage en France avec le FEDER

4

COHÉSION SOCIALE

« LA COHÉSION SOCIALE ET LA SOLIDARITÉ ENTRE LES TERRITOIRES ET LES GÉNÉRATIONS »

4

COHÉSION SOCIALE

« LA COHÉSION SOCIALE ET LA SOLIDARITÉ ENTRE LES TERRITOIRES ET LES GÉNÉRATIONS »

Soutien aux exploitations agricoles en situation fragile

ACTION 1
•Animation destinée à repérer les agriculteurs en situation fragile et à les orienter vers les organismes susceptibles de leur prêter assistance

ACTION 2
•Réalisation d'audits et de suivis mais qui permettent, pour des exploitations en difficulté viables économiquement à moyen et à long terme, de proposer des évolutions techniques pour éviter la cessation d'activité

CHIFFRES CLÉS
•30 exploitations agricoles fragiles aidées en 2014

BUDGET 2014
•11 977 €

PARTENAIRES
•Chambre d'Agriculture, MSA Limousin, DDT 23, CER France Centre Limousin

ELÉMENTS DE DÉMARCHE PRIS EN COMPTE
•Pilotage, transversalité, évaluation

Favoriser la consommation de productions agricoles locales et soutenir la diversité de ces productions

ACTION 1

•Promotion des circuits courts, notamment pour l'approvisionnement des collèges
•Gestion de la plate-forme Internet www.agrilocal23.fr
•Aide financière aux collèges engagés dans l'expérimentation

ACTION 2

•Création d'un atelier d'abattage, de découpe et de transformation (Pôle Viandes Locales), afin de développer une filière d'approvisionnement à destination principalement de la restauration collective

ACTION 3

•Soutien à l'Association des Producteurs de Lait de Montagne — L'objectif est de permettre une meilleure valorisation commerciale de cette production et le maintien de l'activité laitière en zone de montagne

CHIFFRES CLÉS

•Plate-forme Agrilocal : 10 acheteurs publics dont les 4 collèges pilotes ; 104 producteurs, 43 consultations
•Transactions : 1 700 produits laitiers, 1 tonne de viande, 1,4 tonnes de légumes

BUDGET 2014

•Adhésion Agrilocal : 5 666 €, site internet de la plate-forme : 3 300 € (+ 1 Chef de projet + 1 Temps partiel administratif pour faciliter l'utilisation de la plate-forme)
•5 718 € d'aide financière, répartie entre les collèges, pour l'approvisionnement par le biais des circuits courts
•9 200 € pour Association des Producteurs de Lait de Montagne (APLM)
•80 000 € prévus en 2015 pour le Pôle Viandes Locales

PARTENAIRES

•Collèges, Chambre d'Agriculture, Com d'agglo Grand Guéret, EPLEFPA d'Ahun, Association des Producteurs de Lait de Montagne (APLM)

ELÉMENTS DE DÉMARCHE PRIS EN COMPTE

•Pilotage, participation des acteurs, transversalité, évaluation

5

CONSOMMATION

« LES DYNAMIQUES DE DÉVELOPPEMENT SUIVANT DES MODES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION RESPONSABLES »

5

CONSOMMATION

« LES DYNAMIQUES DE DÉVELOPPEMENT SUIVANT DES MODES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION RESPONSABLES »

Développer des politiques d'achat responsables

ACTION

•Introduction de clauses d'insertion dans les marchés publics

CHIFFRES CLÉS

•Article 14 du Code des marchés publics : clause sociale introduite dans 7 opérations, 2 419 heures d'insertion réalisées en 2014
•Article 30 du CMP : clause sociale introduite dans 2 opérations, 1 386 heures d'insertion réalisées en 2014
•Article 15 du CMP : clause sociale introduite dans 2 opérations, réalisation des travaux programmée en 2015/2016
•Effort d'insertion « hors clause sociale » : 1 opération, 534 heures réalisées

BUDGET 2014

•Coût du poste de Facilitateur Clauses d'Insertion : 62 092 €
•Adhésion au réseau Alliance Ville Emploi, acquisition logiciel ABC : 9 308 €

PARTENAIRES

•Pôle Emploi, Cap Emploi, Mission Locale, DIRECCTE, SIAE, GEIQ BTP, ETT du territoire

ELÉMENTS DE DÉMARCHE PRIS EN COMPTE

•Pilotage, participation des acteurs

Favoriser l'insertion sociale et professionnelle par une activité économique locale et solidaire

ACTION 1
•Soutien financier aux chantiers d'insertion, au travers du FSE

ACTION 2
•Création d'un Plan et fonds de soutien à l'Insertion par l'Activité Economique, en partenariat avec l'Etat

CHIFFRES CLÉS
•10 structures bénéficiaires du FSE
•132 personnes employées sur les chantiers d'insertion en 2014
•104 personnes sorties des chantiers dont 28 en sorties dynamiques
•8 chargés en Insertion Professionnelle au Conseil Général

BUDGET 2014
•Subventions 2014 aux chantiers d'insertion : 360 000 €
•Etude en direction des chantiers d'insertion : 20 000 €

PARTENAIRES
•Associations, Etat, Région, Pôle Emploi, Mission Locale, Union Européenne

ELÉMENTS DE DÉMARCHE PRIS EN COMPTE
•Transversalité, évaluation, participation des acteurs

UNION EUROPEENNE

l'Europe s'engage en France avec le FSE

5

CONSOMMATION

« LES DYNAMIQUES DE DÉVELOPPEMENT SUIVANT DES MODES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION RESPONSABLES »

5

CONSOMMATION

« LES DYNAMIQUES DE DÉVELOPPEMENT SUIVANT DES MODES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION RESPONSABLES »

Soutenir l'action collective dans le processus de production agricole

ACTION

•Le Département soutient financièrement les investissements matériels des CUMA. L'objectif poursuivi est de favoriser le développement de l'action collective en agriculture et d'alléger les charges de mécanisation supportées par chaque exploitation

CHIFFRES CLÉS

•28 CUMA bénéficiaires en 2014

BUDGET 2014

•163 343 €

PARTENAIRES

•Fédération départementale des CUMA, Conseil Régional, DDT 23, DRAAF Limousin

ELÉMENTS DE DÉMARCHE PRIS EN COMPTE

•Pilotage, transversalité

Redynamisation de la Vallée de Chambonchard

ACTION 1
•Soutien aux activités d'agriculture et de maraîchage biologiques, revente de parcelles isolées pour conforter les exploitations existantes

ACTION 2
•Soutien aux porteurs de projets en leur proposant un logement passerelle labellisé « Minergie » le temps de définir et mettre en œuvre leur projet

BUDGET 2014
•136 000 € pour les travaux sur les bâtiments (Coût total du projet : 557 500 € HT)

PARTENAIRES
•Etablissement Public Loire, Régions Limousin et Auvergne, Pays Combraille, Fondation Terre de Liens, Creusalis, ADEME, Etat (FNADT Massif Central)

ELÉMENTS DE DÉMARCHE PRIS EN COMPTE
•Participation des acteurs, transversalité, évaluation

5

CONSOMMATION

« LES DYNAMIQUES DE DÉVELOPPEMENT SUIVANT DES MODES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION RESPONSABLES »

5

CONSOMMATION

« LES DYNAMIQUES DE DÉVELOPPEMENT SUIVANT DES MODES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION RESPONSABLES »

Proposer des formations supérieures spécialisées dans le domaine de l'Economie Sociale et Solidaire

ACTION
•Implantation d'un Master II Manager à vocation culturelle et sociale dans les anciens locaux de l'IUFM à Guéret

CHIFFRES CLÉS
•14 étudiants inscrits à la promotion 2013-2014 et 16 pour la promotion 2015-2016

BUDGET 2014
•60 000 € Subvention Fonctionnement Pôle universitaire de Guéret ; 12 500 € pour le Master II

PARTENAIRES
•CESTES, CNAM Limousin, Université de Limoges

ELÉMENTS DE DÉMARCHE PRIS EN COMPTE
•Transversalité

AB : Agriculture biologique

ADEME : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

ADRT : Agence de développement et de réservation touristique

AEP : Alimentation en eau potable

AGHYC : Association généalogique et historique de la Creuse

ANAH : Agence nationale de l'habitat

AO2 : Autorité organisatrice de second rang (transports)

ASLL : Accompagnement Social Lié au Logement

CAUE : Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement

CEN Limousin : Conservatoire d'espaces naturels (du Limousin)

CESTE : centre d'économie sociale et solidaire

CMP : Code des marchés publics

CNAM : Conservatoire national des arts et métiers

CODERPA : Comité départemental des retraités et personnes âgées

CPIE : Centre permanent d'initiatives pour l'environnement

CUMA : Coopérative d'utilisation de matériel agricole

DDCSPP : Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations

DDT : Direction départementale des territoires

DIRECCTE : Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

DISC : Direction de l'information et des systèmes de communication

DRAAF : Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

DRAC : Direction régionale des affaires culturelles

EPCI : Etablissement public de coopération intercommunale

EPLEFPA : Etablissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles

ERDF : Electricité et réseau de France

ETT : Entreprises de travail temporaire

FEDER : Fond européen de développement économique et régional

FNADT : Fond national d'aménagement et de développement du territoire

FSE : Fonds Social Européen

FSL : Fond solidarité logement

GEIQ : Groupement d'employeur pour l'insertion et la qualification

GMHL : Groupe mammalogique et herpétologique du Limousin

IUFM : Institut universitaire de formation des maîtres

LDA23 : Laboratoire départemental d'analyses de la Creuse

MISEN : Missions Interservices de l'Eau et de la Nature

MSA : Mutualité sociale agricole

OIE : Office International de l'Eau

ONEMA : Office national de l'eau et des milieux aquatiques

ONF : Office national des forêts

PDALPD : Plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées

PDIPR : Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée

PIG : Programme d'intérêt général

PNR Millevaches : Parc naturel régional de Millevaches

PPI : Plan pluri annuel d'investissement

RPQS : Rapport Prix et Qualité du Service Public

SDEC : Syndicat de l'énergie de la Creuse

SEPOL : Société pour l'étude et la protection des oiseaux en Limousin

SGAR : Secrétariat général aux affaires régionales

SIAE : Structure d'insertion par l'activité économique

SIG : Système d'information géographique

SIVOM : Syndicat intercommunal à vocation multiple

UFOLEP : Union française des œuvres laïques d'éducation physique

UTAS : Unité territoriale d'action sociale

LA CREUSE
LE DEPARTEMENT

Hôtel du Département - BP 250 - 23011 Guéret Cedex - Tél. 05 44 30 23 23
Fax 05 44 30 23 27 - www.creuse.fr

Conception : Direction de la Communication CD23 - IPNS